



DÉCISION NOMINATIVE N° 2017-694

portant autorisation pour l'alevinage du ruisseau de la Rocheure, Secteur de Haute-Maurienne.

Pétitionnaire :	La Gaule de Termignon, représentée par son Président, M. Jean-Luc Metivier
Adresse :	Rue des Pertines, 73 500 Val Cenis

Le Directeur de l'établissement public du Parc national de la Vanoise,

VU le code de l'environnement art L.331-4-1,

VU le décret n° 2009-447 du 21 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national de la Vanoise aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006, et notamment ses articles 3.I.1° et 3.I.5°,

VU le décret n°2015-473 du 27 avril 2015 portant approbation de la charte du Parc national de la Vanoise,

VU la charte du Parc national de la Vanoise et notamment le paragraphe II de la modalité d'application de la réglementation spéciale du cœur de parc n°1 relative à l'introduction d'animaux non domestiques, de chiens et de végétaux,

VU la demande de M. Jean-Luc Metivier du 30/10/2017,

Vu l'arrêté du conseil d'administration du Parc National de la Vanoise du 11/10/2017 portant sur la liste des cours d'eau du cœur du parc où la pêche peut être autorisée,

Considérant le manque de données et de connaissance relatives à la dynamique des populations de truite fario dans le ruisseau de la Rocheure et de leur capacité à se reproduire naturellement,

DÉCIDE

Article 1 : Objet

La Gaule de Termignon est autorisée à procéder à l'alevinage du ruisseau de la Rocheure par le déversement de 1000 alevins de truites *fario* de classe d'âge 0+.

Cette autorisation est valable dans les conditions énoncées ci-après.

Article 2 : Modalités d'application

La présente autorisation est valable pour une durée de 1 jour au sein de la période du 2 novembre au 15 décembre 2017, en cœur du Parc national de la Vanoise, sur le ruisseau de la Rocheure.

La Gaule de Termignon devra informer de sa venue, le chef de secteur par intérim de Haute-Maurienne, M. Joël Blanchemain (Contact : 04 79 20 51 53 ou secteur.hautemaurienne@vanoise-parcnational.fr au moins une semaine à l'avance).

La présente décision n'est ni cessible, ni transmissible.

Article 3 : Prescriptions

La présente autorisation est assortie des prescriptions suivantes :

Le bénéficiaire devra avertir le secteur concerné une semaine à l'avance de sa venue, notamment s'il souhaite le soutien du Parc national de la Vanoise (présence des gardes, autorisation de circulation, de survol, hébergement...).

Il devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents commissionnés et assermentés.

Il devra adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation du Parc national de la Vanoise.

Article 4 : Indépendance des législations

La présente décision est délivrée sous réserve du droit des tiers, notamment des propriétaires, et ne dispense pas le bénéficiaire de l'obtention des autorisations éventuellement prévues par les autres législations.

Article 5 : Contrôle de l'exécution de la décision

Au sein du Parc national de la Vanoise, l'ensemble des agents compétents est chargé de contrôler l'exécution de la présente décision.

En cas de non-respect des règles et prescriptions administratives applicables à la présente décision, une procédure administrative pourra être engagée à l'encontre de son bénéficiaire.

En outre, en cas de non-respect de la réglementation applicable au cœur du Parc national, les agents commissionnés et assermentés du Parc national de la Vanoise pourront dresser un procès-verbal d'infraction.

Article 6 : Publicité

La présente décision sera notifiée au pétitionnaire, et fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de l'établissement dans le délai de trois mois suivant son intervention, conformément aux dispositions de l'article R. 331-35 du code de l'environnement.



Article 7 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Chambéry, le 2 novembre 2017

La Directrice,
Pour le Directeur,
Le Directeur Adjoint
Philippe LHEUREUX

Eva ALIACAR



Mise en ligne R.A.A. le :

3/11/2017



